

## L'école à l'ère du numérique

### Déclaration du groupe CGT-FO

Le groupe FO félicite la rapporteur et la section pour avoir engagé cette réflexion au cœur de l'actualité.

De ce présent avis FO appuie les préconisations qui visent dans le domaine éducatif à soutenir la recherche et l'évaluation et à exiger le renforcement de la formation des enseignants. Toutefois FO s'oppose à la réintroduction de l'attestation de maîtrise numérique via le dispositif PIX dès lors que celle-ci conditionne l'accès à la titularisation.

FO partage l'intérêt de la rapporteure concernant l'accompagnement numérique des familles. Mais la préconisation visant à confier celui-ci aux collectivités territoriales et aux associations locales n'est pas de nature à garantir un égal accès à des ressources de qualité.

FO soutient la préconisation en faveur de la promotion du service public du numérique éducatif pour garantir un accès aux ressources pédagogiques adaptés aux élèves à besoins éducatifs particuliers. Or l'accompagnement de ce public est déficitaire à ce jour et ce n'est pas le numérique qui réglera le problème.

FO est également favorable aux préconisations en faveur de la généralisation des ENT et l'utilisation des logiciels libres sous réserve que ces outils restent sous le contrôle exclusif des équipes pédagogiques et conforte l'autonomie et la liberté de choix technologique des enseignants.

En revanche certaines préconisations n'emportent pas notre adhésion. C'est le cas des préconisations qui s'inscrivent dans le mouvement de territorialisation de l'école dont FO demande l'abandon. Inscrire le numérique dans le PEDT en fonction des besoins locaux, c'est privilégier l'échelon local au détriment du cadre national et de l'égalité d'accès à l'instruction à laquelle FO est viscéralement attachée.

Le télé-enseignement, ce n'est pas de l'enseignement. Or les préconisations font l'impasse sur ce point comme si enseignement distanciel et présentiel se valaient. FO ne partage pas cette analyse qui présente comme une évidence que de nouvelles crises surgiraient pour lesquelles l'enseignement hybride seraient la seule solution. C'est bien par défaut, dans la situation sanitaire liée au covid-19, que certains enseignants ont dû adopter ces modalités, sur les recommandations du ministre, privant les élèves de la moitié de leurs heures de cours plutôt que de recruter des personnels pour faire baisser les effectifs dans les classes. C'est donc masquer le fait que la pire crise qui touche l'éducation est liée aux coupes budgétaires.

Le groupe FO s'est abstenu